

# **MALTERIES FRANCO-BELGES**

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €  
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE  
552 121 816 RCS TROYES

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2015**

**EXERCICE 30 JUIN 2016**



# **MALTERIES FRANCO-BELGES**

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €  
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE  
552 121 816 RCS TROYES

## **SOMMAIRE**

Attestation du responsable du rapport financier semestriel .....	3
Rapport semestriel d'activité .....	4
Comptes consolidés semestriels .....	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle .....	34

**MALTERIES FRANCO-BELGES**  
**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €**  
**Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE**  
**552 121 816 RCS TROYES**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE  
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

# **MALTERIES FRANCO-BELGES**

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €  
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE  
552 121 816 RCS TROYES**

## **RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2015**

### **I – ACTIVITE DE MFB**

La production du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2015/2016 est en hausse de 2,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent ; la meilleure qualité des orges de la récolte 2015 ayant permis une utilisation normale des capacités.

Les livraisons, bien qu'en deçà de la production, ont progressé de 4,4 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2014/2015 et s'annoncent en augmentation sur le second semestre, soutenue par l'activité export. Le chiffre d'affaires unitaire du premier semestre ressort en baisse en raison de la diminution du coût unitaire des matières premières, partiellement compensé par une amélioration de la marge brute.

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2015/2016, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 45,2 M€. Son résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 3,3 M€ contre un résultat positif de 0,36 M€ au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2014/2015. Son résultat net social ressort bénéficiaire de 1,9 M€ contre un résultat, au 31/12/2014, déficitaire de (0,4) M€.

### **II – CONSOLIDATION**

Le périmètre international du Groupe MFB, inchangé, comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB s'établit à 45,2 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, ressort bénéficiaire de 7,9 M€ contre un résultat de 1,9 M€ au 31/12/2014.

#### **1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence**

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est en hausse de 2% par rapport au même semestre de l'exercice précédent. Les livraisons du semestre, bien qu'en deçà de la production, sont stables par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2014/2015. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 66,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, ressort à 6,2 M€ contre une contribution de 1,5 M€ au 31/12/2014. Cette amélioration du résultat s'explique par une hausse du résultat opérationnel en lien avec la baisse des coûts de production et la hausse du chiffre d'affaires et par des coûts non récurrents supportés sur le dernier semestre 2014.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP est en forte hausse de 21 % par rapport au premier semestre de l'exercice 2014/2015 et les ventes ont parallèlement augmenté de 24 % grâce à une meilleure activité auprès des brasseurs indépendants en Russie. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 14,6 M€ pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé est de 1 M€ contre une contribution de 0,4 M€ au 31/12/2014.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA, en raison d'un arrêt de fabrication pour travaux, enregistre une baisse de 12 % et les ventes ont diminué de 2,8 % par rapport au 2<sup>nd</sup> semestre 2014. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2015 à 17,8 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,3 M€ contre 1,7 M€ 31/12/2014.



SLAVUTA a enregistré, sur ce semestre, une baisse de sa production de 58 % par rapport au 1er semestre de l'exercice 2014/2015, en ligne avec une volonté de diminution des stocks. Les ventes très supérieures à la production sont stables par rapport au 31/12/2014. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 10,4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 0,2 M€ contre une contribution négative de (0,8) M€ l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a connu une baisse de 30 % sur le semestre pour s'adapter à la demande ; les ventes ont diminué parallèlement de 29 % du fait d'un marché de la bière difficile dans la région d'Asie Centrale. Elle devrait toutefois nettement s'améliorer sur le second semestre de l'exercice. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 6,4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort déficitaire de (0,5) M€ contre 1,4 M€ au 31/12/2014.

En Serbie, la production de MALTINEX est stable par rapport au même semestre de l'exercice précédent. Les ventes enregistrent une baisse de 2,6 % par rapport à l'exercice précédent et sont inférieures à la production. La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice, à 10,8 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,1 M€ contre 0,7 M€ au 31/12/2014.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA est maintenant à pleine capacité ; elle a progressé de 6,1% sur le semestre par rapport au 1er semestre de l'exercice 2014/2015. Les livraisons sont en hausse de 34 %, au même niveau que la production. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 22,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 2,1 M€ contre une contribution négative de (0,4) M€ au 31/12/2014.

La production des deux sites de MALTERIE SOUFFLET BULGARIE a baissé de 7.4% par rapport au même semestre de l'exercice précédent afin de s'adapter au marché. Les ventes supérieures à la production, progressent de 7,4% par rapport au 31/12/2014. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,2 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,07) M€ contre (0,002) M€ l'année précédente.

La filiale hongroise MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG ne produit plus de malt ; son activité correspondant désormais uniquement en la collecte d'orge de brasserie qui est vendue aux autres entités du Groupe SOUFFLET dans la zone Europe Centrale. Dans ces conditions, la contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 0,07 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,07 M€ contre une contribution négative de (0,01) M€ € au 31/12/2014.

## 2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort, au 31/12/2015, à 154,8 M€ contre 159,9 M€ au 31/12/2014. Le résultat opérationnel est bénéficiaire de 17,8 M€ contre 12,7 M€ au 31/12/2014 et le résultat net ressort bénéficiaire de 11,7 M€ contre un résultat bénéficiaire de 4,7 M€ au 31/12/2014.

## **III - PERSPECTIVES**

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer la production à pleine capacité sur le 2<sup>nd</sup> semestre de cet exercice et les livraisons devraient être supérieures à celles du 1<sup>er</sup> semestre ; entraînant ainsi une réduction des stocks de malt à la fin de l'exercice. Le coût d'achat des matières premières devrait rester stable sur la 2<sup>nd</sup>e partie de l'exercice.

En Europe Centrale, les marchés de la bière restent globalement stables sur l'ensemble de la zone. Les volumes vendus sur l'exercice sont annoncés en progression par rapport à 2014/2015 et les coûts des matières premières sont orientés à la baisse.

Dans la zone C.E.I., malgré les incertitudes liées au contexte politique, les livraisons de malt devraient être meilleures sur le second semestre et sont attendues à un niveau supérieure à celui de l'exercice précédent et conformes aux prévisions budgétaires.

#### **IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE**

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2015.

**COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**  
**AU 31/12/2015**

---



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE AU 31/12/2015

(en K€uros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
<b>ACTIF</b>				
Immobilisations incorporelles	4	180	220	199
Immobilisations corporelles	5	35 035	33 887	35 969
Participation dans les entreprises associées	6	111 753	102 655	108 653
Actifs financiers non courants	7	557	557	557
<b>Actifs non courants</b>		<b>147 525</b>	<b>137 319</b>	<b>145 378</b>
Stocks et en-cours		15 555	14 096	13 663
Clients et autres débiteurs		3 269	3 776	6 213
Créances d'impôt		0	1 076	825
Autres actifs courants		29	47	36
Comptes courants - Actifs	8	0	0	0
Instruments de trésorerie - Actif	8	3	0	0
Trésorerie	8	925	282	28
<b>Actifs courants</b>		<b>19 781</b>	<b>19 277</b>	<b>20 765</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>167 306</b>	<b>156 596</b>	<b>166 143</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés <sup>(1)</sup>		128 954	114 799	123 067
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(17 178)	(14 841)	(14 651)
<b>Capitaux propres (Part du groupe)</b>		<b>143 277</b>	<b>131 459</b>	<b>139 917</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>143 277</b>	<b>131 459</b>	<b>139 917</b>
Emprunts et dettes financières	8	46	98	46
Provisions pour retraites et engagements assimilés	9	950	1 144	929
Autres provisions non courantes	9	0	0	0
Impôts différés	10	6 327	6 478	6 023
Autres passifs non courants		44	48	46
<b>Passifs non courants</b>		<b>7 367</b>	<b>7 768</b>	<b>7 044</b>
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	0	10	6
Instruments de trésorerie - Passif	8	76	102	148
Comptes courants - Passif	8	3 908	732	1 128
Provisions (part à -1 an)	9	817	1 486	967
Fournisseurs et autres créditeurs		11 716	15 033	16 924
Dettes d'impôts		139	0	0
Autres passifs courants		6	6	9
<b>Passifs courants</b>		<b>16 662</b>	<b>17 369</b>	<b>19 182</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>24 029</b>	<b>25 137</b>	<b>26 226</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>167 306</b>	<b>156 596</b>	<b>166 143</b>
(1) dont résultat part du Groupe		7 921	1 915	10 381



## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2015

(en K€uros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Produits des activités ordinaires	11	45 188	44 454	93 406
Achats consommés		(36 190)	(37 214)	(73 059)
Charges externes		(3 664)	(4 500)	(6 790)
Charges de personnel		(2 520)	(2 541)	(4 948)
Impôts et taxes		(354)	(815)	(1 745)
Amortissements et dépréciation	14	(1 359)	(1 234)	(2 520)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		2 574	2 191	321
Autres produits et charges opérationnels courants	12	78	24	(78)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>3 753</b>	<b>365</b>	<b>4 587</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	(55)	(685)	(1 025)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>3 698</b>	<b>(320)</b>	<b>3 562</b>
Coût de l'endettement financier		(58)	(25)	(84)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	5 434	2 220	8 154
Autres produits financiers		179	104	134
Autres charges financières		(58)	(116)	(190)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>9 195</b>	<b>1 863</b>	<b>11 576</b>
Charge d'impôt	15	(1 274)	52	(1 195)
<b>Résultat</b>		<b>7 921</b>	<b>1 915</b>	<b>10 381</b>
<b>Part du Groupe</b>		<b>7 921</b>	<b>1 915</b>	<b>10 381</b>
<b>Part des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		16,0	3,9	20,9
Résultat Net dilué par action en euro		16,0	3,9	20,9

## ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2015

(en K€uros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
<b>Résultat net</b>		<b>7 921</b>	<b>1 915</b>	<b>10 381</b>
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>		(2 335)	(4 125)	(4 062)
Gains et pertes actuariels		9	(96)	94
Impôts différés		(3)	32	(31)
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(2 329)</i>	<i>(4 189)</i>	<i>(3 999)</i>
<b>Résultat global de l'exercice</b>		<b>5 592</b>	<b>(2 274)</b>	<b>6 382</b>
	Dont part du groupe	5 592	(2 274)	6 382

(1) Ecarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2015

(en K€uros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé		7 921	1 915	10 381
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(5 434)	(2 220)	(8 154)
Dotati on aux amortissements et provisions		1 243	1 861	2 604
Plus et moins values de cession				
Dividendes nets reçus des entreprises associées		(48)	(71)	(71)
Elimina tion des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(76)	106	152
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	11	(18)	(18)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>3 617</b>	<b>1 573</b>	<b>4 894</b>
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		1 274	(52)	1 195
Coût de l'endettement financier		58	25	84
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>4 949</b>	<b>1 546</b>	<b>6 173</b>
Variation du BFR	18	(2 559)	(1 686)	(1 186)
Impôts versés		(8)	(1 211)	(2 627)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)</b>		<b>2 382</b>	<b>(1 351)</b>	<b>2 360</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(2 020)	(910)	(4 258)
Variation des actifs financiers		2	7	19
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles				
Dividendes reçus		48	71	71
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)</b>		<b>(1 970)</b>	<b>(832)</b>	<b>(4 168)</b>
Emission d'emprunts			3	6
Remboursement d'emprunts		(1)	(11)	(65)
Intérêts financiers nets versés		(58)	(25)	(84)
Intérêts encaissés				
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(2 230)	(1 983)	(2 894)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)</b>		<b>(2 289)</b>	<b>(2 016)</b>	<b>(3 037)</b>
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
<b>Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)</b>		<b>(1 877)</b>	<b>(4 199)</b>	<b>(4 845)</b>
Trésorerie d'ouverture	8	(1 106)	3 739	3 739
Trésorerie de clôture	8	(2 983)	(460)	(1 106)
Variation de trésorerie		(1 877)	(4 199)	(4 845)

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe						Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	
<b>Situation au 30 juin 2014</b>	<b>16 123</b>	<b>16 378</b>	<b>116 786</b>	<b>(10 652)</b>	<b>136 635</b>		<b>136 635</b>
<i>Résultat net</i>			10 381		10 381		10 381
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(3 999)	(3 999)		(3 999)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			10 381	(3 999)	6 382		6 382
Dividendes			(2 901)		(2 901)		(2 901)
Impact 1ère application IFRIC 21				(199)	(199)		(199)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
<b>Situation au 30 juin 2015</b>	<b>16 123</b>	<b>16 378</b>	<b>123 266</b>	<b>(14 850)</b>	<b>139 917</b>		<b>139 917</b>
<i>Résultat net</i>			7 921		7 921		7 921
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(2 329)	(2 329)		(2 329)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			7 921	(2 329)	5 592		5 592
Dividendes			(2 232)		(2 232)		(2 232)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
<b>Situation au 31 décembre 2015</b>	<b>16 123</b>	<b>16 378</b>	<b>128 955</b>	<b>(17 179) <sup>(1)</sup></b>	<b>143 277</b>		<b>143 277</b>

(1) dont réserve de conversion (17 028) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées

**ANNEXES  
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

**AU 31/12/2015**



## SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	16
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	16
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	17
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	18
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	19
NOTE 9 – Provisions	20
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	20
NOTE 11 – Information sectorielle	21
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	22
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	22
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	22
NOTE 15 – Impôts Sociétés	23
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	24
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	24
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	25
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	25
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	25
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	26
NOTE 22 – Gestion des risques	26
NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes	27

## NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

### Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2015 et finissant le 30 juin 2016. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 14 mars 2016.

### Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2015.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2016.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2015 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

### Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	99.29
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	96.52
MALTERIE SOUFFLET BULGARIE	5800 Pleven BULGARIE	100.00

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 0,005 % des titres de Slavuta Malting Plant.

## **NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture**

NEANT

## **NOTE 3 – Principes Comptables**

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

L'Union européenne a adopté, le 14 juin 2014, l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». Cette interprétation est obligatoire aux exercices ouverts, à compter du 17 juin 2014, c'est-à-dire pour MFB à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'interprétation IFRIC 21 explicite la date de comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe, autres que l'impôt sur le résultat, en précisant que le fait générateur de l'obligation qui crée ce passif est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires.

La date de comptabilisation du passif au titre d'un droit ou d'une taxe peut être modifiée par cette interprétation, en considérant s'il existe ou non une obligation actuelle à la date de clôture de la période.



L'incidence sur le bilan de clôture des comptes semestriels clos au 31 décembre 2014 sont présentés ci-dessous :

<i>(en K€uros)</i>	<b>31/12/2014</b>
	<b>(6 mois)</b>
Résultat consolidé	308
Réserves consolidées	(198)
<b>Impact variation des Capitaux Propres Consolidés</b>	<b>110</b>
Passifs non courant - Impôts différés	55
Passifs courant - Fournisseurs et autres créiteurs	(165)
<b>Impact Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>0</b>

Les autres nouvelles normes, amendements et interprétations aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2015 pour le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe pour la période close au 31 décembre 2015.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2015 pour le Groupe.

Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

### **BASE DE PREPARATION**

Les états financiers ont été établis selon les conventions comptables générales des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation ;
- importance relative et regroupement ;
- non-compensation.

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2015 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.



## **CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE**

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF, achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

## **ACTIFS NON COURANTS**

### **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

### **Autres actifs financiers**

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

### **Dépréciation des actifs**

La production de malt est l'activité unique de la société MALTERIES FRANCO-BELGES ; MALTERIES FRANCO-BELGES ne peut, par conséquent, être décomposée en UGT.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur d'un actif, sa valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

### **Dépréciation des participations dans les entreprises associées**

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Les indices de perte de valeur retenus par le Groupe sont les suivants :

- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

- sa quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits liés à la sortie in fine de la participation ; ou
- la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés auxquels devraient donner lieu les dividendes à recevoir de la participation et sa sortie in fine.

## **ACTIFS COURANTS**

### **Stocks**

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

### **Créances d'exploitation**

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

## **PASSIFS NON COURANTS**

### **Emprunts**

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.



## Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

## Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail et figurent en engagements donnés, Note 21.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 2 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2006/2008 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

## **PASSIFS COURANTS**

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

## **IMPOTS DIFFERES**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

## **COMPTE DE RESULTAT**

### **Produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

### **Accord de péréquation**

Un accord de péréquation entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Dans le cadre de cet accord, la société Malteries Soufflet gère la majeure partie de la relation commerciale avec les brasseurs et facture les ventes de malts aux clients finaux pour l'ensemble des 3 sociétés. De ce fait, la quasi-totalité des produits des activités ordinaires de Malteries Franco-Belges est assurée avec Malteries Soufflet.



### **Résultat opérationnel courant**

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
  - des coûts de restructuration ;
  - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
  - des litiges ou événements très inhabituels ;
  - des produits et charges financiers ;
  - des impôts ;
  - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

### **Autres produits et charges opérationnels non courants**

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

### **Autres produits et charges financiers**

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

### **CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)**

Conformément à la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et au communiqué CNCC du 23 mai 2013, le CICE est comptabilisé en diminution de la rubrique Charges de Personnel.

### **Résultat par action**

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

#### NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Acquisitions	Cessions	31/12/2015
Logiciels informatiques		636		636
<b>TOTAL</b>		<b>636</b>		<b>636</b>

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Dotations	Reprises	31/12/2015
Amt/Dépr. Logiciels informatiques	(437)	(19)		(456)
<b>Total Dépr. et Amort.</b>	<b>(437)</b>	<b>(19)</b>		<b>(456)</b>
<b>Total Net</b>	<b>199</b>			<b>180</b>

#### NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Acq.	Cess.	Recl.	31/12/2015
Terrains	1 021				1 021
Constructions	37 085			197	37 282
Installations tech, matériel & outillage	51 612			745	52 357
Autres immobilisations corporelles	325			17	342
Immobilisations corporelles en cours	2 929	411		(1 382)	1 958
<b>Total Brut</b>	<b>92 972</b>	<b>411</b>		<b>(423)</b>	<b>92 960</b>

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2015
Amort. Dépréciat. des constructions	(23 100)	(459)		296	(23 263)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(33 598)	(882)		127	(34 353)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(305)	(4)			(309)
<b>Total Amortiss. et dépréciations</b>	<b>(57 003)</b>	<b>(1 345)</b>		<b>423</b>	<b>(57 925)</b>
<b>Total Net</b>	<b>35 969</b>				<b>35 035</b>

## **NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées**

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2015 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
<b>Entreprises associées au 1er juillet 2015</b>	<b>108 653</b>
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	5 434
Ecart de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(2 334)
<b>Entreprises associées au 31 décembre 2015</b>	<b>111 753</b>

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2015 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
<b>Actif</b>	
Total immobilisations	134 997
Autres actifs non courants	875
Actif courants	202 991
<b>Total</b>	<b>338 863</b>
<b>Passif</b>	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 11 389 K€)	233 632
Participations ne donnant pas le contrôle	2 944
Emprunts et dettes assimilées non courants	7 605
Autres passifs non courants	7 476
Passifs courants	87 206
<b>Total</b>	<b>338 863</b>

Pour MFB la quote part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

233 632 K€ x 47,71 %	= 111 473 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes : 280 K€	
	-----
<b>Titres mis en équivalence au bilan de MFB :</b>	<b>111 753 K€</b>

## NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2015
Titres de participation non consolidés	544					544
Titres immobilisés (non courants)	13					13
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91					91
<b>TOTAL</b>	<b>648</b>					<b>648</b>

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2015
Prov. autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
<b>TOTAL</b>	<b>(91)</b>					<b>(91)</b>

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
Secobra recherches	544		544	10,33%	22 530	3 066	30/06/2015
GIAC	13		13	0,23%	5 990	10	31/12/2014
<b>TOTAL</b>	<b>557</b>		<b>557</b>				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	91		91



## NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2015	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2015
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>					
Participation des salariés > 1 an	46				46
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>				<b>46</b>
<b>Emprunts courants et concours bancaires</b>					
Concours bancaires (trésorerie passive)	5	(5)			
Intérêts courus non échus - passif	1	(1)			
Instruments de trésorerie - passif	148	(72)			76
<b>TOTAL</b>	<b>154</b>	<b>(78)</b>			<b>76</b>

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Participation des salariés > 1 an	46	
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2015	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	31/12/2015
Trésorerie Brute	28	897			925
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(1 128)	(2 780)			(3 908)
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(6)	6			
<b>Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement</b>	<b>(1 106)</b>	<b>(1 877)</b>			<b>(2 983)</b>
Dettes financières courantes					
Dettes financières non courantes					
<b>Total des dettes financières</b>			0		
<b>DETTE NETTE</b>	<b>(1 106)</b>	<b>(1 877)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(2 983)</b>

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

## NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

	01/07/2015	Rep. résultat. Dot.	Prov. utilisées	Comptab. directement en capitaux propres	31/12/2015
<i>(en K€uros)</i>					
Provisions pour retraites et engagements assimilés	929	30		(9)	950
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an	31		(31)		
Autres provisions pour risques < 1 an	134		(90)		44
Provisions pour restructurations < 1 an	802		(29)		773
<b>Total prov. risques et charges</b>	<b>1 896</b>	<b>30</b>	<b>(150)</b>	<b>(9)</b>	<b>1 767</b>

## NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
<i>(impôts différés en K€uros)</i>						
Immobilisations corporelles	(33)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur	(24)	(34)	(49)			
Fournisseurs et autres créditeurs			(121)	41		
Provisions réglementées				6 841	7 245	6 727
Provisions non déductibles	(540)	(607)	(559)			
Autres éléments	(7)	(4)	(5)	7	9	21
Déficits fiscaux reportables		(139)				
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	604	817	767	(604)	(817)	(767)
<b>DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES</b>				<b>6 327</b>	<b>6 479</b>	<b>6 023</b>

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

<i>(bases en K€uros)</i>	30/06/2015	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé en cap. propres	31/12/2015
Immobilisations corporelles	27			27
Actifs financiers à la juste valeur	(149)	76		(73)
Fournisseurs et autres créditeurs	(364)	488		124
Provisions réglementées	20 185	339		20 524
Provisions non déductibles	(1 676)	47	9	(1 620)
Ecart de conversion	63	(55)		8
Autres éléments	(16)	9		(7)
Déficits fiscaux reportables				
<b>TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES</b>	<b>18 070</b>	<b>904</b>	<b>9</b>	<b>18 983</b>
Effet impôt différé	6 023			6 327

### NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

<i>(en K€uros)</i>	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
<b>31/12/2015 (1er semestre 2015/2016)</b>					
Chiffres d'affaires	43 763	215	3	1 207	45 188
Actifs sectoriels	167 306				167 306
Résultat opérationnel	3 698				3 698
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 020)				(2 020)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	5 434				5 434
<b>31/12/2014 (1er semestre 2014/2015)</b>					
Chiffres d'affaires	43 274	224	8	948	44 454
Actifs sectoriels	156 596				156 596
Résultat opérationnel	(320)				(320)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(910)				(910)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	2 220				2 220
<b>30/06/2015</b>					
Chiffres d'affaires	91 274	404	15	1 713	93 406
Actifs sectoriels	166 143				166 143
Résultat opérationnel	3 562				3 562
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 258)				(4 258)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	8 154				8 154



## NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Dotations nettes aux provisions	71	5	(100)
Autres	7	19	22
<b>TOTAL</b>	<b>78</b>	<b>24</b>	<b>(78)</b>

## NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Autres	(198)	(90)	(1 025)
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	119	(591)	(45)
Dotations et reprises except. sur immobilisations	(5)	(16)	(17)
Transferts de charges	29	12	62
<b>TOTAL</b>	<b>(55)</b>	<b>(685)</b>	<b>(1 025)</b>

## NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(19)	(20)	(41)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 340)	(1 214)	(2 479)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 359)</b>	<b>(1 234)</b>	<b>(2 520)</b>

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2015/2016.

## NOTE 15 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2015 au 31/12/2015, qui s'élève à 1 274 K€, se répartit comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/20 15	31/12/20 14	30/06/2015
Impôts différés	302	(139)	(559)
Impôts sur les bénéfices	972	87	1 754
<b>TOTAL</b>	<b>1 274</b>	<b>(52)</b>	<b>1 195</b>

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2015 est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

<i>(en K€uros)</i>	
Résultat net (gain)	7 921
Charge d'impôt comptabilisée	(1 274)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>9 195</b>
Taux d'impôt normal %	33,33%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(3 065)</b>
Différences temporaires	20
Différences permanentes	31
<b>Incidences des distorsions social / fiscal</b>	<b>51</b>
Contribution complémentaire au taux de référence	(71)
Impact lié aux stés mises en équivalence	1 811
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(1 274)</b>

## NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015.

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Produits des activités ordinaires	154 770	159 923	331 724
Autres produits de l'activité	69	189	277
Achats consommés	(112 762)	(125 590)	(252 188)
Charges externes	(14 793)	(15 213)	(31 357)
Charges de personnel	(4 551)	(4 612)	(9 428)
Impôts et taxes	(523)	(603)	(1 130)
Amortissements et provisions	(3 896)	(4 905)	(9 781)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	(346)	6 692	7 832
Autres produits et charges opérationnels courants	(110)	(378)	(521)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>17 858</b>	<b>15 503</b>	<b>35 428</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	(95)	(2 752)	(1 970)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>17 763</b>	<b>12 751</b>	<b>33 458</b>
Résultat des équivalents de trésorerie	14	25	36
Coût de l'endettement financier brut	(3 694)	(3 533)	(7 863)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(3 680)</b>	<b>(3 508)</b>	<b>(7 827)</b>
Autres produits et charges financiers	208	(2 680)	(3 856)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>14 291</b>	<b>6 563</b>	<b>21 775</b>
Charge d'impôt	(2 593)	(1 798)	(4 467)
<b>Résultat après impôt</b>	<b>11 698</b>	<b>4 765</b>	<b>17 308</b>
<b>Part du Groupe</b>	<b>11 389</b>	<b>4 653</b>	<b>17 090</b>
<b>Part des participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>309</b>	<b>112</b>	<b>218</b>

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

11 389 K€ x 47,71 %                      5 434 K€

## NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Ecarts de conversion passif retraités en produits / Dettes fournisseurs	(5)	1	7
Ecarts de conversion actifs retraités en charges / Créances clients	16	(19)	(25)
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>(18)</b>	<b>(18)</b>



## NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Stocks	(1 892)	472	905
Clients et débiteurs divers (*)	2 933	(122)	(2 555)
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(3 729)	(1 082)	958
Contrat de péréquation (cf Note 3)	129	(954)	(494)
<b>TOTAL</b>	<b>(2 559)</b>	<b>(1 686)</b>	<b>(1 186)</b>

(\*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf Note 3) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de +0,1 M€ au 31/12/2015 contre -1 M€ au 31/12/2014.

## NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Produits opérationnels	42 057	41 505	87 819
Charges opérationnelles	(20 984)	(17 229)	(34 588)
Autres produits financiers		3	3
Autres charges financières	(55)	(14)	(67)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Comptes courants - Actif			
Clients et autres débiteurs	95	1 286	3 674
Comptes courants - Passif	(3 908)	(732)	(1 128)
Fournisseurs et autres créditeurs	(2 111)	(4 555)	(3 599)

## NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

## **NOTE 21 – Montant des engagements financiers**

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

### **Engagements donnés et reçus**

(en K€uros)	31/12/2015	31/12/2014	30/06/2015
Engagements de médailles du travail	8	12	9

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 5 495 K€ au 31/12/2015. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

### **Rémunération des dirigeants**

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

## **NOTE 22 – Gestion des risques**

### **Le risque de change**

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

### **Le risque "matières"**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

### **Le risque pays**

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

### **Le risque de contrepartie**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration

### **NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 45 109 € au titre du contrôle légal des comptes (dont 22 826 € pour KPMG et 22 283 € pour Mazars).



# **MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.**

Société anonyme au capital de 15 123 000 €  
Siège social : Quai du Général Sarrail - 10400 Nogent-sur-Seine  
RCS : Troyes 552 121 816

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015

KPMG AUDIT

MAZARS

## Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les commissaires aux comptes

Fait à Paris la Défense et à Courbevoie, le 18 mars 2016

**KPMG AUDIT**



Alphonse Delaroque

**MAZARS**



Raymond Petroni